



*Membres ou sympathisants du mouvement*

**#break  
free  
from  
plastic**

**Communiqué de presse**

Busan, 27 novembre 2024,

### **103 associations appellent à réduire drastiquement les bouteilles en plastique au jour 3 des négociations du traité contre la pollution plastique, marqué par des divergences fortes**

Alors que se déroule actuellement à Busan en Corée du Sud la cinquième session de négociations pour un traité mondial sur la pollution plastique, les associations françaises sur place, No Plastic In My Sea, Objectif zéro plastique et la Fresque du plastique, portent la voix des 103 associations à travers le monde signataires d'un appel à réduire drastiquement les bouteilles en plastique.

Une opération a été initiée le matin pour faire connaître cet appel, en parallèle des travaux du groupe de contact 1 qui négocie les articles du futur texte concernant les produits plastiques, les substances chimiques préoccupantes et l'offre de plastique. Les travaux ont été marqués par des divergences fortes sur le cycle de vie des plastiques, la question de la production et également la vision du mandat initial.

#### **Réduction des bouteilles : [103 associations œuvrant contre la pollution plastique et pour l'accès universel à l'eau lancent un appel](#)**

L'appel co-signé par des associations d'Afrique, d'Amérique (Sud et Nord), d'Asie et d'Europe, insiste notamment sur :

- la pollution massive due aux bouteilles plastiques, qui selon une étude de Nature Sustainability<sup>[1]</sup> constituent le **deuxième produit plastique le plus retrouvé dans les océans**
- **la croissance rapide de l'industrie de l'eau en bouteille (+73 % au cours des dix dernières années à l'échelle mondiale)** qui selon un rapport de l'Université des Nations Unies<sup>[2]</sup> n'est pas alignée stratégiquement sur l'objectif de fournir un accès universel à l'eau potable
- la contamination humaine aux produits chimiques toxiques<sup>[3]</sup> et aux microplastiques <sup>[4]</sup> (**240 000 particules pour un litre d'eau embouteillée**) liée aux bouteilles en plastique

## **Faire contrepoids face aux 21 représentants des lobbies de l'industrie des eaux et boissons**

Présentes à Busan, les associations environnementales ont pu **remettre l'appel à la délégations française et aux représentant de la commission européenne lors de réunions formelles.**

Une opération ce matin a également permis de délivrer l'appel aux délégations présentes, à la Directrice du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Inger Andersen, et au président du CIN (comité intergouvernemental de négociation), Luis Vayas Valdivieso

Cette présence forte permet de faire entendre des messages de réduction et de faire **contrepoids aux discours centrés sur le recyclage portés par les lobbys des acteurs de l'eau et des boissons embouteillées représentés à Busan<sup>[5]</sup>**, avec notamment :

- [l'International Council of Beverages Associations](#), dont des représentants de Coca Cola et Pepsi Cola
- [l'International Food and Beverage Alliance \(IFBA\)](#), dont des représentants de Coca Cola et Pepsi Cola
- [l'Union of European Soft Drink Association](#), dont des représentants de Coca Cola et Pepsi Cola
- [l'International Bottled Water Association \(IBWA\)](#) qui réunit les acteurs de l'eau embouteillée aux Etats Unis
- [l'Australian beverages organisation](#) qui réunit les acteurs des eaux et boissons embouteillées en Australie

**A noter**, 220 lobbys de la pétrochimie ont également été dénombrés pour cette troisième session de négociations.

**«Nous parlons beaucoup de circularité mais nous ne devons pas tourner en rond », Délégation Mexicaine en séance plénière de mercredi après-midi**

Plusieurs réunions formelles et informelles des groupes de contact ont permis d'engager le travail sur l'ensemble du texte « non paper » proposé par le Président depuis lundi soir. Cependant, la réunion plénière de point d'avancée de mercredi a montré les difficultés à avancer sur des points de divergence qui restent majeurs sur différents sujets : production, vision du cycle de vie, prise en

compte des produits chimiques, financements, vision du mandat initial, processus de négociation, mandat donné aux co-chairs de groupes de contacts notamment.

La séance plénière de mercredi après-midi a donné lieu à des interventions de nombreux pays, d'Amérique du sud notamment mais aussi d'Afrique, du Pacifique et d'Europe sur leurs frustrations devant le peu d'avancées réalisées et un appel au Président à changer la dynamique de négociations... suivi d'un veto de la Russie, de l'Inde et de l'Arabie Saoudite sur le fait de commencer à transférer des textes au groupe de rédaction juridique.

**Il reste une soirée et quatre jours de négociations et les représentants de l'Union Européenne, qui tiennent leurs positions, ont rappelé que les Etats devaient un traité ambitieux aux générations futures.**

Pour en savoir plus sur les positions des associations, voir le dossier de presse de [No Plastic In My Sea, Zero Waste France et Surfrider Foundation](#).

Pour [en savoir plus sur les négociations et suivre les séances plénières](#)

---

<sup>[1]</sup> <https://www.nature.com/articles/s41893-021-00720-8>

<sup>[2]</sup> <https://collections.unu.edu/view/UNU:9106>

<sup>[3]</sup> [Unpacking the complexity of the PET drink bottles value chain: A chemicals perspective, Science direct, 2022,](#)

<sup>[4]</sup> [Rapid single-particle chemical imaging of nanoplastics by SRS microscopy, PNAS, 2024](#)

<sup>[5]</sup> Liste du 25 novembre communiquée par le secrétariat des négociations





À propos du Traité mondial sur les plastiques :

*Le 2 mars 2022, les Nations Unies ont approuvé un accord historique visant à créer le tout premier traité mondial sur la pollution plastique, adopté à l'issue de la cinquième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA 5.2). Le mandat, intitulé "Mettre fin à la pollution plastique : Vers un instrument international juridiquement contraignant", permet de négocier un traité qui couvrira des mesures tout au long du cycle de vie du plastique. Un comité international de négociation (CIN) est chargé de rédiger le traité d'ici fin 2024.*